

Delémont, le 26 avril 2023

Plan équilibre : un oui mais pas sans garanties.

L'acceptation du plan équilibre n'est pas un blanc-seing adressé au Gouvernement jurassien. La mise en œuvre du plan répond au défi essentiel de réduire le déficit de l'Etat mais ne saurait suffire. La balle est désormais dans le camp de l'exécutif et des mesures structurelles à prendre.

Satisfait mais inquiet. Le groupe parlementaire du Centre reste perplexe après l'acceptation ce mercredi du plan équilibre 22-26 dans sa version partielle actuelle. Pour rappel, ce projet doit permettre à l'Etat jurassien de retrouver un équilibre financier tout en offrant de nouvelles perspectives de développement et d'investissements.

Le long et fastidieux processus qui a mené au vote concerne la mise en œuvre de mesures touchant en premier lieu la population, les communes, les entreprises, les agriculteurs, les bénéficiaires de certaines prestations sociales et bon nombre d'organisations. Les députés du Centre ont rappelé à la tribune et dans les séances de commission l'importance de travailler rapidement à des mesures structurelles, telles que promises par l'exécutif jurassien ; ceci afin d'atteindre l'objectif d'ici 2026 des 40 millions d'économies. Cette étape est non négociable car elle garantit une répartition égale et solidaire des efforts demandés. Le groupe du Centre sait ces efforts parfois douloureux mais indispensables.

Ainsi, sans contester la nécessité du plan, le manque d'engagement sur la question des mesures structurelles a poussé une partie du groupe à s'abstenir lors du vote final. A noter que l'arrêté portant sur ce plan équilibre a fait l'objet d'amendements des députés du Centre. Tous ont pour but de renforcer la pression sur l'exécutif. Le Gouvernement jurassien n'a pas d'autre choix que d'engager dès à présent un processus de rationalisation de l'Etat et de son administration. Le groupe parlementaire du Centre veillera à ce que les promesses faites soient tenues.

Les comptes de résultats 2022 ont bouclé sur un résultat équilibré. Signe encourageant de la bonne conjoncture des derniers mois pour l'économie jurassienne. Ces réjouissances ne cachent pas les difficultés à court terme que rencontrera l'Etat avec la baisse de 6,3 millions de la part de la péréquation financière intercantonale et le non-versement de quelques 11,5 millions de la BNS suite à l'évolution des marchés financiers.

Le groupe parlementaire du Centre